



La justice française ouvre une enquête sur l'ex-président Nicolas Sarkozy

Par [Stéphane Hugues](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 26 février 2016

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

La semaine dernière, l'ex-président Nicolas Sarkozy a été convoqué au département de finance des tribunaux de Paris pour discuter du dépassement des finances pour sa candidature présidentielle de 2012, qu'il avait perdue devant l'actuel président François Hollande. La limite de dépenses pour chaque candidat était de 22,5 millions d'euros. Sarkozy aurait dépensé environ 50 millions d'euros.

Le juge menant l'enquête, Serge Tournaire, a interrogé Sarkozy pendant près de 12 heures. Avant que Sarkozy le quitte tard dans la nuit, Tournaire l'a informé qu'il était « mis en examen » pour « financement illégal de campagne électorale ». En outre, Tournaire l'a informé qu'il sera un « témoin assisté » (à savoir, mis en cause par d'autres parties et assisté par son avocat) dans l'affaire « Bygmalion », une affaire étroitement liée, sur des accusations de faux et usage de faux, escroquerie et abus de confiance.

Dans ce deuxième cas, les preuves physiques ont fait surface d'un système de fausses factures mis en place au moment où la campagne de Sarkozy approchait ses limites financières. Bygmalion, une société qui supervisait les événements de la campagne de Sarkozy, a passé un accord avec son parti - alors sous le nom de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et rebaptisé depuis Les Républicains (LR) - afin de masquer les dépenses des comptes de campagne de Sarkozy en les facturant directement à l'UMP.

L'Express cite la réponse de Sarkozy à Tournaire sur les comptes de campagne :

« Je n'en savais rien. Je n'en sais rien. [...] J'ai signé le compte de campagne ce qui implique ma responsabilité administrative, mais pas ma responsabilité pénale. La signature d'un compte de campagne c'est une obligation à laquelle je ne pouvais en aucun cas me soustraire, mais ne signifie en aucun cas que signer le compte de campagne, c'est valider des fausses conventions à l'UMP ou des fausses factures entre l'UMP et Event [la filiale événementielle de Bygmalion], ou l'absence de factures dans mon compte de campagne. »

Grâce à des affaires comme Bygmalion, le système judiciaire français, que tout le monde sait politisé, peut maintenir son influence sur la candidature de Sarkozy, fournissant ainsi à la classe dirigeante un autre levier afin d'intervenir dans la campagne présidentielle très tendue de 2017.

L'avocat de Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog, a essayé de dépeindre cette décision comme une victoire pour Sarkozy, dans la mesure où il n'a pas été formellement mis en examen

dans l'affaire Bygmalion. Il a dit : « Être mis en examen [pour le financement de la campagne] n'empêche pas d'être candidat à l'élection présidentielle. » Néanmoins, dans cette conjoncture politique au moins, l'enquête est un obstacle grave de plus qui se dessine contre l'ambition de Sarkozy de chercher un deuxième mandat dans l'élection présidentielle française de l'année prochaine.

Dans les deux dernières semaines, un grand nombre des plus proches collaborateurs de Sarkozy se sont mis en retrait vis-à-vis de lui. Le dernier à faire défaut était Gérald Darmanin, maire de Tourcoing et porte-parole de Sarkozy pendant sa campagne pour la présidence du parti de l'an dernier. Commentant « je préfère le Sarkozy de l'année 2007 à celui de 2012 », faisant apparemment référence aux appels de Sarkozy aux électeurs du Front national (FN) dans la campagne de 2012, Darmanin a démissionné de la direction nationale du parti.

Deux autres collaborateurs clés Sarkozy viennent de démissionner : Ange Sitbon, le directeur des élections et José do Nascimento, le directeur des fédérations du parti. Ils ont tous deux rejoint des états-majors des autres leaders de LR.

L'escalade de la crise dans la candidature de Sarkozy reflète les changements plus larges dans les partis bourgeois en France depuis les attaques terroristes du 13 novembre à Paris. Le Parti socialiste de Hollande (PS) a entraîné un mouvement violent vers l'extrême-droite – imposant l'état d'urgence, réhabilitant une politique de la privation de la nationalité associée au régime de Vichy fasciste, et préparant une attaque historique contre le droit du travail français. LR s'est trouvé en train d'essayer désespérément d'empêcher le PS de le déborder sur la droite, tout en essayant néanmoins d'éviter de se faire confondre avec le FN néo-fasciste.

La montée en puissance du FN depuis sa forte présence dans les élections régionales de décembre a approfondi le dilemme face à l'UMP. L'opposition tactique à Sarkozy a émergé de couches à l'intérieur LR qui craignent que les appels de Sarkozy à un sentiment populiste et chauvin puissent renforcer le FN, si bien qu'il pourrait remplacer LR comme principal parti de droite en France.

Sarkozy reste associé à des appels au FN. Vers la fin de son mandat, en interdisant la burqa, expulsant les Roms, et appelant à un débat sur le « l'identité nationale » français, il tentait de gagner le soutien des électeurs néo-fascistes et cherchait à bloquer l'opposition dans la classe ouvrière en cultivant un sentiment raciste. Il a terminé son mandat en tant que président le plus impopulaire de France depuis la Seconde Guerre mondiale, toutefois Hollande est devenu encore plus impopulaire que l'était Sarkozy.

Quand Sarkozy a perdu les élections présidentielles de 2012, il a annoncé qu'il « quittait la politique. » Dans les derniers mois de 2014, cependant, il a annoncé un « retour. » Son soutien principal était dans la base de l'UMP. En janvier 2015, il a réussi à gagner la direction du parti, mais avec un vote très réduit de 64 pour cent par rapport à son élection précédente en 2004, quand il avait obtenu 85 pour cent des votes.

Le numéro deux de LR, Nathalie Kosciusko-Morizet, a croisé le fer avec Sarkozy et a perdu sa place comme la vice-présidente de LR en décembre dernier après avoir critiqué le refus de Sarkozy d'appeler à un vote PS contre les candidats FN aux élections régionales.

Elle avait déjà attaqué Patrick Buisson, un conseiller Sarkozy. Elle a dit, « Son but à mon

avis est de ne pas assurer une victoire pour Nicolas Sarkozy, mais pour Charles Maurras », le chef de l'Action française fasciste dans la première moitié du 20e siècle.

Dans les derniers mois, les problèmes de Sarkozy à l'intérieur de LR se sont accumulés. Dans un récent sondage, la question a été posée : « Estimez-vous Sarkozy un atout ou un handicap pour son parti, Les Républicains ? » Dans la population générale, 77 pour cent le virent comme un handicap ; même parmi les électeurs de droite, 60 pour cent l'ont considéré comme un handicap pour LR.

Dans ces conditions, un ancien premier ministre, Alain Juppé, émerge comme un rival de Sarkozy à l'intérieur de LR. Juppé a renforcé sa position en prenant la posture d'un critique de la politique du PS de la privation de la nationalité tout en faisant simultanément des appels réactionnaires pour un « État fort. »

On attend que Marine Le Pen du FN accède au deuxième tour des élections présidentielles 2017. Dans tous les scénarios testés par les sondages Harris Interactive, Le Pen obtiendrait 27 pour cent au premier tour, tandis que Sarkozy et Hollande obtiendraient 21 pour cent. Toutefois, si l'ex-Premier ministre Alain Juppé remplace Nicolas Sarkozy comme candidat de LR, les résultats seraient : 29 pour cent pour Juppé, 27 pour cent pour Le Pen et 22 pour cent pour Hollande.

Actuellement, au deuxième tour, Marine Le Pen perdrait dans toutes les hypothèses : Juppé obtiendrait 71 pour cent contre elle, Sarkozy 62 pour cent et Hollande 60 pour cent.

Juppé a pris une avance dans les sondages sur les prochaines primaires présidentielles LR. Parmi les électeurs potentiels des primaires LR, 56 pour cent disent qu'ils voteront pour Juppé, tandis que seulement 30 pour cent voteront pour Sarkozy. Le soutien croissant c'est pour Juppé dans LR et du centre droit, avec François Bayrou du Mouvement démocratique indiquant que son parti appuiera aussi Juppé.

Ce sont des considérations liées à l'évolution de la campagne présidentielle, et non les malversations financières de l'UMP/LR, qui détermineront l'issue de l'enquête sur Sarkozy.

Stéphane Hugue et Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais, WSWs le 23 février 2016

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Stéphane Hugues](http://StéphaneHugues.com) et [Alex Lantier](http://AlexLantier.com), wsws.org, 2016

Articles Par : **[Stéphane Hugues](http://StéphaneHugues.com)** et **[Alex Lantier](http://AlexLantier.com)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca